

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 24/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TI GROUP AUTOMOTIVE SYSTEMS

Boulevard de l'Industrie
ZI Les Poujeaux
37530 Nazelles-Négron

Références : VAT20240143 / 2024 - 363
Code AIOT : 0010003781

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2024 dans l'établissement TI GROUP AUTOMOTIVE SYSTEMS implanté 13 Boulevard de l'Industrie Zone Industrielle 37530 Nazelles-Négron. L'inspection a été annoncée le 05/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

-

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TI GROUP AUTOMOTIVE SYSTEMS
- 13 Boulevard de l'Industrie Zone Industrielle 37530 Nazelles-Négron

- Code AIOT : 0010003781
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

–Situation de l'entreprise :

L'établissement TI GROUP AUTOMOTIVE SYSTEMS exerce une activité de production de tubes métalliques pour l'industrie automobile. Cet établissement emploie 174 salariés.

–Point sur le classement de l'établissement :

Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°17347 du 16 juin 2005, ainsi que par les arrêtés préfectoraux complémentaires n° 18111 du 26 avril 2007 et n°18364 du 28 avril 2008.

Rubriques de classement de l'établissement au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) :

- 3260 : traitement de surface, le volume des cuves affectées au traitement étant de 70,5 m³ (autorisation) ;
- 2564-1.a : nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces quelconques par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques, le volume des cuves affectées au traitement étant de 1545 l (enregistrement) ;
- 2565-2.a : revêtement métallique ou traitement de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique – procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium ou de cyanures), le volume des cuves affectées au traitement étant de 66400 l (enregistrement) ;
- 2940-3.a : application, cuisson, séchage de peinture (procédé mettant en œuvre des poudres organiques), la quantité maximale de produit mise en œuvre étant de 500 kg/j (enregistrement) ;
- 2560-2 : travail mécanique des métaux et alliages, la puissance maximum des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant de 780 kW (déclaration avec contrôle périodique) ;
- 2561 : Production industrielle par trempé, recuit ou revenu des métaux et alliages (déclaration avec contrôle périodique) ;
- 2910-A.2 : combustion, lorsque l'installation consomme exclusivement seuls ou en mélange du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse: la puissance maximale de l'installation étant de 11,85MW (déclaration avec contrôle périodique) ;
- 2940-1.b : application, cuisson, séchage de peinture (produits à base de liquide par procédé «au trempé»), la quantité maximale de produit mise en œuvre étant de 330kg/j (déclaration avec contrôle périodique).

L'exploitant a transmis au préfet d'Indre-et-Loire, le 09/09/2022, un porter à connaissance sollicitant notamment la mise à jour de son classement au titre de la nomenclature ICPE. L'évolution de sa situation administrative conduirait à faire sortir l'établissement du statut IED (volume des cuves affectées au traitement de surface inférieur à 30m³). Sa demande est actuellement en cours d'instruction.

–Projets et investissements :

Sans objet.

–Incidents ou accidents :

L'exploitant ne signale aucun incident ou accident d'ordre environnemental depuis la dernière

inspection.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Sécheresse
- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 16/06/2005, article 3.5.3.6	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
3	Ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 16/06/2005, article 3.5.7.4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
7	Connaissance des produits	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
9	Registre des prélèvements d'eau et liste des améliorations	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	/	Demande d'action corrective	2 mois
10	Relevé des prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 16/06/2005, article 3.1.1.1	/	Demande d'action corrective	2 mois
13	Dispositions en cas de sécheresse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	/	Demande d'action corrective	2 mois
14	Justificatifs à établir en cas de sécheresse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
15	Surveillance des eaux rejetées	AP Complémentaire du 28/04/2008, article 3.2	/	Demande d'action corrective	2 mois
16	VLE – rejets aqueux	AP Complémentaire du 28/04/2008, article 3.1	/	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Désenfumage (mise en demeure du 24 février 2022)	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3-II	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Levée de mise en demeure
4	Confinement des eaux d'extinction	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 2.11	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
5	Capacités de rétention 1	Arrêté Préfectoral du 16/06/2005, article 3.1.7.1.1	Susceptible de suites	Sans objet
6	Capacités de rétention 2	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
8	Applicabilité de l'arrêté ministériel du 20/06/2023	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1	/	Sans objet
11	Prélèvement d'eau – protection de la ressource	Arrêté Préfectoral du 16/06/2005, article 3.1.1.1	/	Sans objet
12	Applicabilité des dispositions en cas de sécheresse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Désenfumage (mise en demeure du 24 février 2022)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3-II
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage (mise en demeure du 24 février 2022)
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 17/02/2023 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

Prescription contrôlée :

Les bâtiments abritant l'installation sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation et être à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.

Constats :

Observations du 17/02/2023 : Consécutivement à l'inspection du 29 avril 2021, il a été constaté la réalisation de travaux de mise en place de trappes de désenfumage sur les secteurs 1, 2, 3, 4, 5, 7, 10 et 11 de l'établissement. En revanche, 4 secteurs n'avaient pas fait l'objet des investissements et des travaux attendus (les secteurs 6, 8, 9 et 12). Ce constat a fait l'objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24 février 2022 imposant la réalisation des travaux attendus pour équiper l'ensemble des secteurs de l'établissement de dispositifs de désenfumage dans un délai de 12 mois.

Lors de cette nouvelle inspection, il a été constaté la réalisation des travaux d'équipement de trappes de désenfumage sur les secteurs 6 et 9 (intervention de la société DESAUTEL en octobre 2022). Pour les secteurs 8 et 12, l'exploitant a justifié d'un devis du 7 novembre 2022 qui sera signé par la direction prochainement, en vue d'équiper ces deux derniers secteurs de trappes de désenfumage (intervention de la société CHUBB-SICLI), pour une réception définitive des travaux avant l'été.

Visite de l'installation :

- absence de dispositif désenfumage dans les secteurs n° 8 et 12, présence de trappes de désenfumage dans les autres secteurs.

En complément de la mise en place de trappes de désenfumage, consécutivement à l'inspection du 29 avril 2021, l'exploitant a fait réaliser le chiffrage pour la réalisation d'une étude visant à mettre en place des cantonnements sous toiture permettant de limiter la propagation des fumées en cas d'incendie. L'exploitant a indiqué avoir demandé un devis aux sociétés DESAUTEL et CHUBB-SICLI pour la réalisation de ces travaux sans avoir eu de retour pour le moment.

Constat du 17/02/2023: Les secteurs de l'établissement n° 8 et 12 ne sont pas équipés de trappes de désenfumage (travaux prévus au printemps 2023). L'exploitant doit confirmer à l'inspection les dates d'intervention de la société CHUBB-SICLI.

Visite de l'installation :

- le secteur n° 8 est doté de cinq trappes de désenfumage en toiture. Présence d'un dispositif de déclenchement manuel à proximité de l'entrée du bâtiment la plus proche de ce secteur. Réalisation d'un essai d'ouverture des dites trappes de désenfumage : concluant ;
- le secteur n° 12 est doté de trois trappes de désenfumage en toiture. Présence d'un dispositif de déclenchement manuel à proximité de l'entrée de ce secteur, côté zone d'expédition.

L'exploitant a déféré à l'injonction de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24 février 2022.

Par ailleurs, l'exploitant a fait réaliser le chiffrage concernant la mise en place des cantonnements

<p>sous toiture permettant de limiter la propagation des fumées en cas d'incendie. Il précise qu'au vu du montant des travaux, il n'envisage pas leur réalisation à ce jour car ils sont moins prioritaires que d'autres investissements tels que la réserve d'eau d'incendie et le confinement des eaux d'extinction.</p> <p>[PdC n° 1] Pas d'écart constaté.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 2 : Installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2005, article 3.5.3.6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/02/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou leur modification par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000.</p>
<p>Constats :</p> <p><i>Observations du 17/02/2023: L'examen des rapports de vérification des installations électriques de l'établissement réalisées du 12 au 23/11/2021 par la société DEKRA a conduit à relever 129 anomalies, dont 62 sont indiquées comme étant dangereuses pour les personnes ou pour les installations et 67 comme étant des défauts d'identification ou d'ordre documentaire. Néanmoins, les attestations Q18 accompagnant les rapports précités indiquaient que ces installations n'étaient pas susceptibles d'entraîner des risques d'incendie et d'explosion. Cette vérification a été renouvelée par une nouvelle intervention de la société DEKRA réalisée sur trois jours (7 octobre 2022, 12 décembre 2022, et 19 décembre 2022). Si les quatre certificats Q18 établis consécutivement concluent une nouvelle fois que les installations ne sont pas susceptibles d'entraîner des risques d'incendie et d'explosion, 112 anomalies électriques sont encore existantes, dont 48 comme étant dangereuses pour les personnes ou pour les installations et 64 comme étant des défauts d'identification ou d'ordre documentaire. L'exploitant a présenté un registre informatique récapitulant l'ensemble des anomalies identifiées et les actions engagées. Ces actions sont réalisées à la fois au travers de compétences internes qu'au travers de prestataires extérieurs.</i></p>

Le programme des actions à engager doit néanmoins permettre de résorber plus significativement les anomalies existantes.

Constat du 17/02/2023: Les installations électriques de l'établissement ne sont pas entretenues en bon état.

Examen des rapports de vérification des installations électriques de l'établissement datés du 18/12/2023 (BT et TGBT, haute tension, chaufferie et cuisine, production):

- 108 défauts sont relevés, dont 91 ayant déjà été signalés lors des vérifications précédentes;
- parmi ces défauts, 10 sont susceptibles d'être à l'origine d'un risque pour les personnes, 31 sont susceptibles d'être à l'origine d'un risque pour l'intégrité des installations, 67 concernent des défauts organisationnels ou d'information;
- les attestations Q18 de chaque partie de l'établissement vérifiée indiquent que les installations électriques ne sont pas susceptibles d'être à l'origine d'un incendie ou d'une explosion ;
- l'exploitant n'est pas en mesure de présenter un plan d'action relatif à la correction des défauts précités.

[PdC n° 2] Les installations électriques de l'établissement ne sont pas entretenues en bon état.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 12mois

N° 3 : Ressources en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2005, article 3.5.7.4

Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 17/02/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit disposer de ressources en eau en quantité suffisante pour faire face au scénario d'accident le plus pénalisant issu notamment de étude des dangers. Il devra disposer en particulier d'une réserve incendie de 1020 m³ d'eau (moins les volumes d'eau débités simultanément par les trois poteaux d'incendie existants pendant 2 heures).

Constats :

Observations du 17/02/2023: Lors de la précédente inspection, il a été demandé à l'exploitant de justifier de la disponibilité d'une ressource en eau suffisante au sein de l'établissement pour

L'intervention en cas d'incendie, conformément aux dispositions ci-dessus.

L'établissement dispose d'une réserve d'eau pour l'extinction d'un incendie de 550 m³ réceptionnée par le SDIS.

Par ailleurs, l'exploitant a indiqué que trois bornes incendie situées sur le site complétaient la défense incendie de l'établissement. Néanmoins, la vérification de ces bornes le 15 septembre 2022 par la société CHUBB a conclu, pour chacun, à la disponibilité des débits suivants :

- borne située à proximité du bungalow : 21 m³/h pendant deux heures, soit 42 m³ ;*
- borne située à proximité du local chaufferie : 11 m³/h pendant deux heures, soit 22 m³ ;*
- borne située à proximité du stockage de sel : 22 m³/h pendant deux heures, soit 44 m³.*

Il ressort de ces éléments que la défense incendie de l'établissement se monte à 658 m³, bien inférieur aux 1020 m³ exigés par les dispositions de l'arrêté préfectoral.

Néanmoins, l'exploitant a précisé que deux bornes incendie situées à proximité de l'établissement sur le réseau public pouvaient compléter ce dispositif à raison chacune de 160 m³/h pendant deux heures, soit 640 m³, sans être en mesure d'en justifier la disponibilité effective.

Il est par ailleurs apparu nécessaire de réévaluer la ressource en eau nécessaire pour l'intervention en cas d'incendie au sein de l'établissement de par la capacité de confinement de ces eaux évoquée au point de contrôle suivant du présent rapport. L'étude technique réalisée par l'APAVE le 16 novembre 2022 sur la base du référentiel D9 de l'Ineris a conclu à un besoin en eau de 2280 m³.

L'exploitant doit prendre l'attache du service départemental d'incendie et de secours (SDIS) pour s'assurer de ce besoin en eau et éventuellement de la possibilité/nécessité de mettre en place des mesures compensatoires permettant de le réduire.

Constat du 17/02/2023: L'exploitant ne dispose pas de ressources en eau d'extinction en quantité suffisante. Il doit par ailleurs prendre l'attache du service départemental d'incendie et de secours (SDIS) pour s'assurer du besoin en eau de l'établissement et éventuellement de la possibilité/nécessité de mettre en place des mesure compensatoires permettant de le réduire.

L'exploitant estime que le volume d'eau d'extinction calculé par la méthode D9 semble surdimensionné. En outre, les échanges avec le SDIS 37 semblent indiquer que ce dernier ne serait pas en mesure de mettre en oeuvre plus de 600 m³ d'eau d'extinction.

L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant qu'il lui appartient de prendre attache avec un bureau d'études spécialisé dans la défense incendie afin de déterminer si une méthode de dimensionnement du volume d'eaux d'extinction plus adaptée à son établissement est envisageable.

L'exploitant déclare qu'il a pour projet d'installer une détection incendie au niveau des lignes d'extrusion en 2024 et qu'il n'envisage pas pour le moment d'action permettant de limiter le volume d'eaux d'extinction nécessaire à 600 m³.

En ce qui concerne le volume d'eau d'incendie actuellement prescrit (1 020 m³) :

- visite de l'installation : présence d'une bêche souple munie d'un raccord pompier à environ 20 m au nord du bâtiment d'exploitation. Un affichage du constructeur indique que sa capacité s'élève à 550 m³ ;*
- examen du rapport de vérification des poteaux incendie internes au site : le poteau incendie "bungalow" délivre 43 m³/h, le poteau incendie "chaufferie" délivre 39 m³/h, le poteau incendie "stockage de sel" délivre 26 m³/h. Pour le calcul du volume d'eau d'extinction disponible sur 2h, seul le poteau incendie "bungalow" est pris en considération car les essais n'ont pas été réalisés en simultanée (l'ouverture de plusieurs dispositif est susceptibles de faire chuter le débit). Visite*

<p>de l'installation : présence des trois poteaux incendie précités ;</p> <p>- l'exploitant fait valoir deux poteaux incendie communaux délivrant chacun 160 m3/h. Toutefois les essais de débit qu'il présente datent de 2013 et les débits n'ont pas été réalisés avec une ouverture en simultanée de ces deux dispositifs. Par ailleurs, la prescription applicable ne prend pas en considération ces volumes pour le calcul des 1020 m3 imposés.</p> <p>Le volume d'eau d'extinction actuellement disponible sur 2h s'élève à 636 m3.</p> <p>[PdC n° 3] L'exploitant ne dispose pas de ressources en eau d'extinction en quantité suffisante.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 12mois</p>

N° 4 : Confinement des eaux d'extinction

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 2.11</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/02/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des dispositifs permettent [...] [de] maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou l'écoulement d'un accident de transport. Une consigne définit les modalités de mise en oeuvre de ces dispositifs.</p>
<p>Constats :</p> <p><i>Observations du 17/02/2023: Au regard de la ressource en eau exigée de 1020 m³ (tout dispositif confondu) pour l'intervention en cas d'incendie (point de contrôle précédent du présent rapport), la capacité de confinement de 380 m³ en place n'est pas suffisante (bassin doté d'une membrane étanche). Cette dernière correspond à la rétention des eaux d'extinction en cas d'incendie survenant sur les installations de traitement de surface (357 m3 selon étude IRH de 2015), sans prendre en compte les autres installations de l'établissement.</i></p> <p><i>L'exploitant n'est donc pas en capacité de confiner l'ensemble des eaux d'extinction d'incendie des différents secteurs de l'établissement et doit étudier, techniquement et économiquement, les actions à engager.</i></p> <p><i>Pour ce faire, l'exploitant a fait valoir une étude technique réalisée le 16 novembre 2022 par l'APAVE sur la base du référentiel D9A de l'Ineris. Cette dernière conclut à la nécessité d'être en mesure de confiner 2589 m3.</i></p>

Comme évoqué au point de contrôle précédent, l'exploitant doit prendre l'attache du service départemental d'incendie et de secours (SDIS) pour s'assurer du besoin en eau de l'établissement en cas d'incendie et éventuellement de la possibilité/nécessité de mettre en place des mesures compensatoires permettant de le réduire, afin d'identifier avec certitudes le volume de confinement des eaux d'extinction d'incendie à mettre en place.

Il convient de noter que le réseau d'évacuation des eaux pluviales potentiellement polluées est doté d'une vanne guillotine permettant d'obturer ce réseau.

Constat du 17/02/2023: L'exploitant n'est pas en capacité de confiner l'ensemble des eaux d'extinction d'incendie des différents secteurs de l'établissement et doit étudier, techniquement et économiquement, les actions à engager.

L'exploitant doit prendre l'attache du service départemental d'incendie et de secours (SDIS) pour s'assurer du besoin en eau de l'établissement en cas d'incendie et éventuellement de la possibilité/nécessité de mettre en place des mesures compensatoires permettant de le réduire, afin d'identifier avec certitudes le volume de confinement des eaux d'extinction d'incendie à mettre en place.

L'installation de travail mécanique des métaux relève dorénavant du régime de la déclaration avec contrôle périodique. Il s'avère que l'installation étant considérée comme existante au regard de l'arrêté ministériel du 27/07/2015, l'article 2.11 examiné ne lui est pas applicable.

Toutefois, un arrêté préfectoral complémentaire est envisagé afin de prescrire le confinement de la totalité des eaux d'extinction en cas d'incendie. **Dans ce contexte, l'exploitant pourrait utilement déterminer les actions à mettre en œuvre pour assurer ce confinement.**

En ce qui concerne les capacités de confinement des eaux d'extinction d'ores et déjà en place :

- l'exploitant déclare qu'il n'a pas calculé la capacité de rétention globale associée à ses chaînes de traitement de surface (les 380 m³ correspondent au seul bassin de confinement, sans prise en compte des rétentions intermédiaires qui l'alimentent par surverse) ;
- visite de l'installation : présence d'un bassin de confinement de 380 m³ et d'une vanne guillotine d'obturation au niveau du rejet vers le milieu naturel. Réalisation d'un essai de fermeture de ladite vanne : concluant. **L'inspection des installations classées relève néanmoins que la manœuvre de la vanne n'est pas aisée en raison de la hauteur importante de la clef de manœuvre (environ 2 m une fois mise en place sur le carré de manœuvre de la vanne) et de la présence de roseaux qu'il conviendrait de supprimer.**

[PdC n° 4] Pas d'écart constaté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Capacités de rétention 1

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2005, article 3.1.7.1.1

Thème(s) : Risques accidentels, Capacités de rétention 1

Point de contrôle déjà contrôlé :

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 17/02/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la rétention doit être au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l. [...]

Constats :

Observations du 17/02/2023: La rétention globale appelée «piscine», de 380 m³, couvre les besoins de rétention à la fois de la ligne galva3 et de la station de traitement. L'étude D9A effectuée par IRH en 2015 pour la rétention des eaux d'extinction d'incendie de ces secteurs a montré qu'elle est bien dimensionnée à cet effet. Par ailleurs, il a été constaté, le jour de l'inspection, le démantèlement de la ligne Galva1.

Il a également été constaté que :

- le stockage d'acide sulfurique concentré se fait au travers d'un conteneur de 1 000 l entreposé dans une case béton associée à un caniveau situé à l'arrière de cette dernière permettant de récupérer les fuites éventuelles (une autre case béton constitue le volume de rétention attendu).
- les chaînes de traitement COEX1 et COEX2 sont toutes deux associées à une capacité de rétention.

Néanmoins, l'exploitant a déclaré que des calculs plus précis ont montré que les capacités de rétention des bacs d'activation (Bonderite 1313) et de prétraitement (Bonderite 1455) de la ligne coex 1 étaient légèrement sous-dimensionnés.

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter de devis concernant les travaux à réaliser pour la capacité de rétention en inox des bacs d'activation (Bonderite 1313) : bien que sollicités, pas de positionnement de la société DELAHAYE INDUSTRIES sur les travaux à réaliser, pas de retour de la société AG Métal.

L'exploitant a fait valoir un devis de la société DELAHAYE INDUSTRIES du 15 février 2023 en vue de la réalisation des travaux de mise en conformité de la capacité de rétention en béton des bacs de prétraitement (Bonderite 1455).

Constat du 17/02/2023: Les capacités de rétention des bacs d'activation (Bonderite 1313) et de prétraitement (Bonderite 1455) de la ligne coex 1 sont sous-dimensionnés.

<p>L'exploitant présente le calcul de dimensionnement des capacités de rétention associées aux bains de traitement de surfaces suivants de la ligne COEX 1 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - bains d'activation (Bonderite 1313) : la modification de la rétention permet d'obtenir un volume de 1172 l, le volume des cuves associé à cette rétention s'élève à 50 l et à 622 l ; - bains de prétraitement (Bonderite 1455) : une rehausse de la hauteur de la rétention à 15 cm permet d'obtenir un volume de 3318 l, le volume de la cuve s'élève à 1875 l. <p>Visite de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la rétention associée aux bassins d'activation a été modifiée : une partie du seuil maçonné a été retirée et une extension a été réalisée (en particulier ajout de batardeaux pouvant être retirés en cas de maintenance) ; - la rétention des bains de prétraitement a été rehaussée à environ 15 cm par l'ajout d'une barre en acier inoxydable supplémentaire. <p>[PdC n° 5] Pas d'écart constaté.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Capacités de rétention 2

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Capacités de rétention 2</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/02/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les capacités de rétention sont conçues [...] pour recueillir toute fuite éventuelle provenant de toute partie de l'équipement concerné et réalisées de sorte que les produits incompatibles ne puissent s'y mêler (cyanure et acide, hypochlorite et acides, bisulfite et acide, acide et base très concentrés, etc.).</p> <p>Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p><i>Observations du 17/02/2023: L'ensemble des cuves de traitement de la chaîne GALVA3 est associé à une capacité de rétention unique déportée de 380 m³. L'exploitant doit démontrer l'absence d'incompatibilité des produits des différentes cuves de cette chaîne de traitements de surfaces.</i></p>

L'exploitant a néanmoins précisé que la rétention de 380 m3 est dotée d'un déclencheur d'alarme en point bas sous forme de flotteur effectivement observé.

Le stockage de produits dangereux comportant de l'acide sulfurique à 96 % et de la soude à 30 % dans deux cases béton différentes (800 litres chacun), jusque-là associé à la capacité de rétention déportée commune de 380 m3 fait actuellement l'objet d'une étude visant à créer une rétention spécifique à chacun de ces stockages pour supprimer toute incompatibilité acide fort et base en cas de fuites accidentelles. L'exploitant a précisé que la société DELAHAYE INDUSTRIE, contactée pour ce faire, n'a pas encore répondu.

Constat du 17/02/2023: L'exploitant doit démontrer qu'il n'existe pas d'incompatibilité entre les produits contenus dans les cuve de la chaîne de traitements de surfaces Galva3.

La capacité de rétention de 380 m3 associée au stockage de produits dangereux peut accueillir, en situation accidentelle, de l'acide sulfurique à 96 % et de la soude à 30 % évidemment incompatibles.

Visite de l'installation :

- les bains acides (décapage acide et zingage) et basiques (dégraissage) de la chaîne de traitement de surfaces GALVA3 sont associés à des caniveaux de rétention séparés ;**[attente de confirmation de l'exploitant concernant une éventuelle surverse dans une rétention commune]**
- présence de deux conteneurs de 800 l d'acide sulfurique à 96 % dans deux cases de stockage des produits dangereux. Ces deux cases sont associées, via un système de gouttières, à une rétention spécifique en matière plastique de 1 100 l.

[PdC n° 6] Pas d'écart constaté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Connaissance des produits

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8

Thème(s) : Produits chimiques, Entreposage et rétention des liquides

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 29/06/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

[...] Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances ou mélanges dangereux et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances ou mélanges dangereux.

Constats :

Observations du 29/06/2022 : [...] Visite de l'installation :

[...] - les cuves des chaînes de traitement COEX1 et COEX2 ne portent pas le nom et les symboles de danger associés aux produits qu'elles contiennent.

Constat du 29/06/2022: Les cuves des chaînes de traitement COEX1 et COEX2 ne portent pas le nom et les symboles de danger associés aux produits qu'elles contiennent.

Visite de l'installation :

- les cuves des chaînes de traitement COEX1 et COEX2 portent les symboles de danger associés aux produits qu'elles contiennent ;
- les cuves des chaînes de traitement COEX1 et COEX2 ne portent pas les noms des produits qu'elles contiennent. L'exploitant précise qu'il ne souhaite pas faire figurer cette mention pour des raisons de secret industriel (en cas de visite d'entreprises extérieures). Il déclare que la composition des bains figure sur le plan des chaînes de traitement. L'inspection des installations classées indique que l'exploitant pourrait mettre en place un dispositif destiné à masquer ces informations sensibles lors de ces visites.

[PdC n° 7] Les cuves des chaînes de traitement COEX1 et COEX2 ne portent pas le nom des substances ou mélanges dangereux qu'elles contiennent.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n° 7]. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2mois

N° 8 : Applicabilité de l'arrêté ministériel du 20/06/2023

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1

Thème(s) : Actions nationales 2024, Action nationale : sécheresse

Prescription contrôlée :

I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.

Constats :

L'arrêté ministériel du 30/06/2023 a été publié au journal officiel de la République Française le 05/07/2023, il est donc entré en vigueur le 06/07/2023

L'exploitant est soumis à autorisation, il a prélevé 16 510 m³ en 2023 et 19 618 m³ en 2022. Il est donc soumis aux dispositions dudit arrêté ministériel.

L'exploitant déclare avoir connaissance de l'arrêté ministériel précité. Il précise qu'il s'est tenu informé des niveaux de gravité de sécheresse applicable au bassin versant sur lequel il est

implanté par le biais de l'outil "VigiEau" et des arrêtés préfectoraux.
[PdC n° 8] Pas d'écart constaté.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
-
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Registre des prélèvements d'eau et liste des améliorations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Action nationale : sécheresse
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées :</p> <p>1° La liste des milieux de prélèvement et de rejet, des volumes d'eau prélevés, rejetés et consommés associés à chaque milieu de prélèvement et de rejet, direct ou indirect, ainsi que les codes des masses d'eau associées. Ces volumes sont renseignés hebdomadairement si le débit total prélevé dépasse 100 mètres cubes par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Des synthèses trimestrielles et annuelles de ces informations sont réalisées ;</p> <p>[...] 6° La liste des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les volumes prélevés ou consommés et les volumes économisés correspondants, chaque année, depuis le 1er janvier 2018.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente le plan de ses réseaux d'alimentation en eau. Ce document précise l'emplacement des points de prélèvement. L'établissement est exclusivement alimenté depuis les réseaux d'eau potable publics provenant du bassin de la Cisse et de la communauté de communes Val d'Amboise. Le volume prélevé par l'exploitant correspond donc au volume qu'il consomme. L'exploitant précise que depuis novembre 2022, il prélève uniquement les eaux provenant d'Amboise car la qualité de la ressource est plus adaptée à ses procédés.</p> <p>L'exploitant présente le registre de ses prélèvements d'eau :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les relevés sont effectués selon une fréquence mensuelle (voir [PdC n° 10]), des relevés journaliers ont été réalisés lorsque des niveaux de gravité de sécheresse étaient applicables. Par sondage, examen des relevés effectués au mois de juillet 2022, le débit maximal des prélèvements s'élève à 77 m³/j, il a été atteint le 25/07 ; - l'exploitant présente les synthèses trimestrielles et annuelles de ses prélèvements au titre des années 2018, 2022 et 2023 ; - le milieu de rejet, ainsi que les masses d'eau associées aux prélèvements et au rejet ne sont pas précisés. <p>L'exploitant présente également la liste des améliorations et investissements qui lui ont permis de réduire les volumes prélevés depuis le 01/01/2018 : son action la plus notable a consisté à arrêter la ligne GALVA1 en 2023 et à basculer sa production sur la ligne GALVA3 qui fonctionne en circuit fermé pour l'opération de zingage. Visite de l'installation : la ligne GALVA1 a été démontée.</p>

L'exploitant déclare qu'il a notamment pour projet de remplacer en 2024 ses osmoseurs par de nouveaux modèles moins consommateurs d'eau.

[PdC n° 9] Le registre des prélèvements d'eau tenu par l'exploitant est incomplet (le milieu de rejet, ainsi que les masses d'eau associées aux prélèvements et au rejet ne sont pas précisés).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n° 9]. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2mois

N° 10 : Relevé des prélèvements d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2005, article 3.1.1.1

Thème(s) : Actions nationales 2024, Action nationale : sécheresse

Prescription contrôlée :

Les ouvrages de distribution d'eau potable du réseau public doivent être équipés de dispositifs de mesure totalisateurs [...].

Le relevé des volumes doit être quotidien et retranscrit sur un registre éventuellement informatisé.

Constats :

Visite de l'installation :

- présence de deux compteurs situés dans le regard de prélèvement d'eau potable ;
- relevé des index des compteurs précités : ils sont cohérents avec ceux précisés dans le registre présenté par l'exploitant en ce qui concerne le mois de février 2024. L'index du compteur des eaux provenant du bassin de la Cisse n'a pas évolué.

Examen complémentaire du registre des prélèvements d'eau en ce qui concerne les années 2023 et 2024 : en dehors des périodes pour lesquelles un niveau de gravité de sécheresse était applicable, la périodicité des relevés des volumes n'était pas quotidienne (fréquence mensuelle).

[PdC n° 10] L'exploitant ne relève pas systématiquement ses volumes de prélèvement d'eau potable selon une fréquence quotidienne.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n° 10]. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées

un plan d'action dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2mois

N° 11 : Prélèvement d'eau – protection de la ressource

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2005, article 3.1.1.1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Action nationale : sécheresse
Prescription contrôlée : Les ouvrages de distribution d'eau potable du réseau public doivent être équipés [...] en cas de retour possible d'un produit polluant, d'un dispositif de disconnexion afin d'éviter tout phénomène de retour sur le réseau d'alimentation d'eau potable.
Constats : Visite de l'installation : présence, en aval de chacun des compteurs examinés au [PdC n° 10] d'une vanne manuelle et d'un clapet anti-retour. [PdC n° 11] Pas d'écart constaté.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Applicabilité des dispositions en cas de sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Action nationale : sécheresse
Prescription contrôlée : Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 : [...] 2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ; 3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur [...].
Constats : Examen des bilans de consommation trimestriels et annuels remis par l'exploitant : - l'exploitant déclare qu'il ne réutilise pas les eaux qu'il prélève ; - l'exploitant a prélevé 19 753 m ³ en 2018 ; - l'exploitant a réduit ses prélèvements d'eau de 0,68 % en 2022 par rapport à 2018, et de 16,42 % en 2023 par rapport à 2018.

L'exploitant est donc soumis aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 20/06/2023. [PdC n° 12] Pas d'écart constaté.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Dispositions en cas de sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Action nationale : sécheresse
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site; - alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ; - alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ; - crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %. <p>II. - Le volume de référence auquel les réductions prévues au I sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente. Cette moyenne peut être calculée en ne retenant que les jours d'activités réalisés hors période de restriction liée à la sécheresse.</p> <p>Pour le calcul du volume de référence, l'exploitant peut ne pas tenir compte du volume des usages de l'eau nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection de personnes et des biens et l'alimentation en eau potable de la population. Ce volume des usages de l'eau nécessaires notamment à la sécurité est néanmoins intégré dans le volume des 10 000 mètres cubes mentionné au I de l'article 1er.</p> <p>III. - Les réductions mentionnées au I sont atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant. Si le prélèvement et le rejet en eau (direct ou indirect) ont lieu dans la même masse d'eau, les réductions s'appliquent à la consommation d'eau, telle que définie à l'article 1er.</p> <p>IV. - Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours. Cette transmission est faite en utilisant le</p>

son installation pour la semaine calendaire en cours. Cette transmission est faite en utilisant le lien suivant : <https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/icpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire>. La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.

Constats :

Le Bassin versant de la Cisse a été placé au niveau de gravité « crise » par arrêté préfectoral du 21/07/2023 et ce jusqu'au 03/08/2023, et « alerte renforcée » du 03/08/2023 et ce jusqu'au 29/09/2023.

L'exploitant déclare qu'il a réduit ses prélèvements d'eau en abaissant le débit de rinçage de ses installations de traitement de surfaces. Il précise que cette baisse de débit entraîne également une baisse de la fréquence de rétrolavage de ses osmoseurs.

Par sondage, examen du registre des prélèvements d'eau en ce qui concerne la semaine 30 (du 24 au 30/07/2023) :

- le niveau de gravité « crise » était applicable depuis plus de 3 jours, il a concerné la semaine entière ;
- le volume de prélèvement référence, après correction en séance d'une coquille dans la formule de calcul, s'élevait à 48,04 m3/j pour cette période, il en résulte que pour atteindre une réduction du prélèvement d'eau de 25 % l'exploitant ne devait pas prélever plus de 36,03 m3/j ;
- les volumes d'eau prélevés par l'exploitant ont excédé 36,03 m3/j le lundi 24/07 (47 m3/j), le mardi 25/07 (77 m3/j), le mercredi 26/07 (58 m3/j), le jeudi 27/07 (61 m3/j) et le dimanche 30/07 (38 m3/j).

L'exploitant déclare que ces dépassements sont dus à la nécessité de réaliser une opération de déconcentration préventive de l'eau contenue dans ses tours aéroréfrigérantes en raison de la présence d'une souche de légionnelle (qui ne correspondait pas à la Legionella pneumophila). Il présente, à l'appui de ses propos, une analyse bactériologique à laquelle il a fait procéder lors de cette période. L'inspection considère que cette action était prioritaire et adaptée, toutefois, l'exploitant aurait dû l'informer de la nécessité de cette opération de déconcentration en période de sécheresse.

Par ailleurs, l'exploitant présente la déclaration qu'il a réalisée sur la plateforme "www.demarches-simplifiees.fr" concernant la semaine 30 :

- elle a été réalisée le mardi 01/08/2023 ;
- il a déclaré les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine 30 et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine 31 ;
- il a précisé les raisons conduisant au dépassement des réductions imposées.

[PdC n° 13] L'exploitant n'informe pas l'inspection des installations classées en cas de nécessité d'opération susceptible de conduire au dépassement des niveaux de réduction de ses prélèvements d'eau imposés en cas de sécheresse.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de

répondre au constat [PdC n° 13]. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2mois

N° 14 : Justificatifs à établir en cas de sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Action nationale : sécheresse
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées : [...] 2° Le volume de référence mentionné au II de l'article 2 et les éléments permettant de le calculer et de le justifier ; 3° Le cas échéant, le volume d'eau moyen journalier, détaillé par type d'usages, nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection des biens et des personnes et l'alimentation en eau potable de la population ; 4° Le cas échéant, la procédure de sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau mentionnée à l'article 2 ; 5° Le cas échéant, les justificatifs attestant des réductions du prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018, ou d'utilisation d'au moins 20 % d'eaux réutilisées mentionnées à l'article 3 [...].</p> <p>II. - L'exploitant établit les éléments mentionnés aux 2°, 3°, 4° et 5° au plus tard trois jours après le déclenchement d'un niveau de gravité ou, s'il est déjà en période de sécheresse, trois jours après l'entrée en vigueur du présent d'arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente les modalités de calcul du volume de prélèvement de référence concernant la semaine 30. Il corrige en séance une coquille (nombre de jours pris en compte pour le mois d'août erroné).</p> <p>L'exploitant déclare qu'il a fait afficher une procédure de sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau lors de la période de sécheresse de l'année 2023. Toutefois, il n'est pas en mesure de la présenter.</p> <p>[PdC n° 14] L'exploitant n'est pas en mesure de présenter sa procédure de sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n° 14] : procédure de sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2mois

N° 15 : Surveillance des eaux rejetées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/04/2008, article 3.2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Action nationale : sécheresse
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[Version modifiée par le courrier préfectoral du 06/07/2012]</p> <p>Surveillance assurée par l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pH et débit : en continu ; - Métaux : Cu, Fe, Ni, Zn : hebdomadaire (a minima Ni et Zn). <p>Validation de la mesure par un laboratoire agréé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pH et débit : trimestrielle ; - DCO, MES, Azote global, Zn : trimestrielle ; - Nitrites, métaux : Cu, Fe, Ni : annuelle.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant fait effectuer une analyse à fréquence trimestrielle le 19/02/2024 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les analyses ont été réalisées par un organisme accrédité COFRAC; - absence de mesure du débit de rejet ; - les autres paramètres prescrits font l'objet d'une surveillance. <p>L'exploitant a effectué une analyse à fréquence annuelle le 20/11/2023:</p> <ul style="list-style-type: none"> - les analyses ont été réalisées par un organisme accrédité COFRAC; - absence de mesure du débit de rejet ; - les autres paramètres prescrits font l'objet d'une surveillance. <p>Visite de l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - présence d'un dispositif d'analyse en continu des eaux rejetées par les eaux de la station de détoxification ; - examen de le l'écran d'affichage sur lequel sont reportées les mesures et relevé des valeurs : les paramètres suivi sont le pH (7,6), le débit (1,26 m3/h) et la concentration en Zn (0,54 mg/l). <p>L'exploitant déclare qu'en cas de dépassement des valeurs limites d'émission les rejets sont automatiquement dirigés vers son bassin de confinement de 380 m3. La valeur seuil concernant le Zn correspond néanmoins à 3 mg/l (cf. [PdC n° 16]).</p> <p>L'exploitant déclare qu'il n'assure pas une surveillance hebdomadaire concernant le paramètre Ni.</p> <p>[PdC n° 15] L'exploitant n'assure pas une surveillance de ses rejets de Ni dans les eaux industrielles qu'il rejette. En outre, il ne fait pas procéder à des mesures de débit à l'occasion des campagnes de mesure validées par un laboratoire agréé.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n° 15]. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2mois

N° 16 : VLE – rejets aqueux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/04/2008, article 3.1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Action nationale : sécheresse
Prescription contrôlée : [Version modifiée par le courrier préfectoral du 06/07/2012] [...] Les émissions de rejets aqueux respectent également les dispositions suivantes : - le pH est compris entre 6,5 et 9; - la température est inférieure à 30° C. [...]
Concernant les émissions de polluants aqueux, les installations respectent les dispositions suivantes : - Cu : 2 mg/l si flux 4 g/j; 120 g/j; [AM du 19/04/2019: 1,5 mg/l] - Fe : 5 mg/l si flux 10 g/j; 300 g/j; - Ni : 2 mg/l si flux 4 g/j; 120 g/j; - Zn : [...] 0,2 – 2 mg/l [...]; 180 g/j; - MES : 30 mg/l si flux 60 g/j; 1 800 g/j; - Nitrites : 20 mg/l si flux 40 g/j; 1 200 g/j; - Azote global : 50 mg/l si flux 50 000 g/j; 3 000 g/j; - DCO: 150 mg/l; 9 000 g/j. [...]
Concernant les émissions [du paramètre] Zn, l'exploitant présente une analyse technico-économique des écarts entre ses rejets et les valeurs limites d'émissions de référence obtenues par la mise en œuvre des meilleures techniques disponibles, dans un délai de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté. [...]
Constats : Examen du rapport d'analyse du 22/01/2024 précité (en ce qui concerne les paramètres ayant fait l'objet d'une surveillance) : - absence de détermination des flux journalier ; - pas de dépassement des VLE en concentration (< 0,2 mg/l pour le Zn). Examen du rapport d'analyse du 20/11/2023 précité (en ce qui concerne les paramètres ayant fait l'objet d'une surveillance) : - absence de détermination des flux journalier ;

- pas de dépassement des VLE en concentration (< 0,2 mg/l pour le Zn).

La concentration en Zn relevée lors de l'examen de l'afficheur du dispositif de mesure en continu est comprise entre 0,2 et 2 mg/l. En ce qui concerne ce paramètre, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter son positionnement quant à la valeur limite d'émission de référence obtenue par la mise en œuvre des meilleures techniques disponibles.

[PdC n° 16] L'exploitant n'est pas en mesure de démontrer qu'il respecte les VLE qui lui sont prescrites en flux journalier. Par ailleurs, il n'est pas en mesure de présenter son positionnement quant à la valeur limite d'émission de référence en zinc obtenue par la mise en œuvre des meilleures techniques disponibles.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n° 16]. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2mois